



**MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION
MINISTRY OF COMMUNICATION**

SITUATION SÉCURITAIRE DANS LES RÉGIONS DU NORD-OUEST ET DU SUD-OUEST

CONFÉRENCE DE PRESSE

**PROPOS LIMINAIRE DE
S.E.M. ISSA TCHIROMA BAKARY
MINISTRE DE LA COMMUNICATION**

Yaoundé, 10 novembre 2017

Mesdames, Messieurs les Journalistes,

Je vous souhaite une chaleureuse bienvenue à cette rencontre à laquelle je vous ai conviés, pour nous entretenir sur trois sujets d'actualité d'une importance majeure.

Mais je voudrais avant toute chose saluer la présence ici à mes côtés de Son Excellence Joseph DION NGUTE, Ministre Délégué auprès du Ministre des Relations Extérieures, chargé des Relations avec le Commonwealth.

Nous accueillons également pour la circonstance deux experts, Madame BEKOLO, Directeur de l'Intégration Régionale au MINEPAT, et Monsieur TAZOH, Sous-directeur Afrique Centrale à la Direction des Affaires d'Afrique au MINREX.

Je ne vous présente plus le Colonel Didier BADJECK, Chef de Division de la Communication au MINDEF, habitué des rencontres avec la presse chaque fois que cela s'avère nécessaire.

Mesdames, Messieurs les Journalistes,

Nous parlerons tout d'abord, si vous le voulez bien, de l'escalade terroriste que connaissent à nouveau les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

À ce sujet, tel que je l'annonçais dans mon communiqué daté du mardi 7 novembre dernier, la veille de ce jour, c'est-à-dire le 6 novembre 2017 aux environs de 8 heures, un groupe d'assaillants constitué d'une dizaine d'individus armés de lance-pierres et de machettes, a tenté de prendre d'assaut le lycée technique de Jakiri dans le Département du Bui, Région du Nord-Ouest .

L'objet de cette agression était d'expulser les enseignants et les élèves de l'enceinte de l'établissement où se déroulaient les cours, et de mettre à feu les différents bâtiments.

Se rendant compte de la situation, le Proviseur du lycée a immédiatement donné l'alerte aux Forces de Défense et de Sécurité postées non loin de là. L'intervention vigoureuse de nos Forces a permis de faire échec à l'entreprise criminelle des assaillants, contraints de battre en retraite dans la broussaille avoisinante.

C'est au cours de la battue organisée pour rattraper ces criminels que le Gendarme-major DJONLAY Bienvenu a été pris à partie dans une embuscade puis, froidement abattu par ses bourreaux. Son corps a été retrouvé quelques minutes après, criblé de balles, à quelques encablures du théâtre des opérations. L'arme de service de la victime, de type AK 47,

couramment appelée Kalachnikov, avait disparu, visiblement emportée par le groupe de terroristes.

Le Gendarme-major Djonlay Bienvenu était en service à l'escadron 51 à Bafoussam. Il venait d'être mobilisé en renfort à la Brigade de Gendarmerie de Jakiri.

Moins de 48 heures plus tard, le 7 novembre 2017 vers 23 heures, une seconde attaque terroriste était perpétrée contre un poste de contrôle mixte police-gendarmerie, sur la route menant vers la localité de Bafut, à la sortie de la ville de Bamenda. Cette fois-ci, c'est un individu cagoulé, agissant en bande, qui a ouvert le feu en direction du poste de contrôle, atteignant le Maréchal des Logis-Chef HINMA Dieudonné au dos, avant de prendre la fuite.

Le Sous-Officier de gendarmerie rendra l'âme quelques minutes après au cours de son transfert vers un hôpital de la place.

Une douille provenant d'une munition de guerre de marque fédéral 45 auto a été retrouvée sur le lieu du drame. Selon les informations puisées à bonne source, nos Forces ne sont pas dotées de ce type de munitions. La procédure d'identification est actuellement en cours.

Le Maréchal des Logis-Chef HINMA Dieudonné était en service à la brigade de gendarmerie de Kiki dans le Département du Mbam et Inoubou, Région du Centre.

Comme son autre camarade décédé à Jakiri, il était lui aussi muté en renfort à Bamenda.

Quelques heures plus tard, le 8 novembre 2017 vers 2 heures du matin, l'Élève-gendarme SALI David commis au service de sécurisation du Collège Saint-Michel au quartier Bayele à Bamenda, a été retrouvé mort, atteint d'une balle au cou, et son arme de service également de type Kalachnikov emportée, de même que les munitions qu'il portait par devers lui.

La balle ayant abattu l'Élève-gendarme SALI David est du même type que celle retrouvée sur le lieu du crime du Maréchal de Logis-Chef HINMA à la sortie de Bamenda.

L'Élève-gendarme SALI David était stagiaire du Commandement des Ecoles des Centres d'Instruction de la Gendarmerie, en position réglementaire à Bamenda.

Au petit matin du 8 novembre 2017 aux environs de 4 heures, le poste de contrôle du lieu-dit « Takédja », situé sur l'axe Kumbo-Nkambe a lui aussi subi une attaque à mains armées.

Ici, la réaction musclée des Forces en service a mis en déroute les assaillants, qui ont dû rebrousser chemin.

Dans la nuit du 9 au 10 novembre, le soldat **YAYA Emmanuel** en service au 22^{ème} Bataillon d'Infanterie Motorisée appartenant à la 21^{ème} Brigade d'Infanterie motorisée a été tué, cruellement égorgé par une autre escouade de terroristes.

Le soldat YAYA Emmanuel assurait, en même temps plusieurs de ses camarades d'armes, la garde du pont reliant le Cameroun au Nigéria voisin à hauteur de la localité d'Akwem non loin de la ville Mamfe, département de la Manyu dans la Région du Sud-ouest. La victime a été surprise par ses assassins, alors qu'elle s'était retirée pour assouvir un besoin physiologique à côté d'un bosquet.

Au total, et à l'heure où je vous parle, quatre membres des Forces de Défense et de Sécurité en service commandé ont donc trouvé la mort, tombés sous les balles de terroristes se réclamant du mouvement sécessionniste connu sous le nom de « Southern Cameroons Ambazonia Consortium United Front », en abrégé le SCACUF.

Ces attaques ont du reste dûment été revendiquées dans un communiqué signé de cette organisation et rendu public.

Aux familles des vaillants soldats de la République tombés en service commandé, les armes à la main, pour défendre avec

loyauté et fidélité, les valeurs fondamentales de la Nation tout entière, je présente les condoléances les plus attristées du **Chef de l'Etat, Son Excellence Paul BIYA.**

En son illustre nom, je leur donne l'assurance que leur sacrifice ne sera pas vain.

À ce sujet, je signale qu'au cours des ratissages organisés pour retrouver les assassins terroristes, les Forces de Défense et de Sécurité ont dû affronter la résistance d'individus visiblement suspects, qui refusaient d'obtempérer aux interpellations. Il s'en est suivi des échauffourées qui se sont soldées par la mort de deux terroristes et de cinq blessés parmi eux.

À ce jour, les investigations menées par les Forces de Défense et de Sécurité ont permis de mettre la main sur six dangereux suspects, porteurs au moment de leur interpellation de 12 minutions de 7,62 millimètres dans la localité de Misaje, Département du Donga Mantung, Région du Nord-ouest, au moment où ils s'apprêtaient à franchir la frontière en direction d'un pays voisin.

Il s'agit des nommés WIRNGO Flavian BONKIKEH âgé de 32 ans ; NDZELAMONYUY Livinus WIRASHY alias Livi, 26 ans ; NJODZEKA Leonard SUILIY, alias ALIOU OUSSAM SYSTEM,

26 ans ; WALA Ernest, 21 ans ; NGORAN Livinus, alias Livi, 31 ans ; et MDZEYUF Raoul alias AGÜERO, 23 ans.

Au cours de leur exploitation à la Légion de gendarmerie du Nord-ouest à Bamenda, les suspects dont je viens de donner les noms ont tous avoué être les auteurs de l'attaque du lycée technique de Jakiri le 6 novembre 2017.

Ils ont par ailleurs précisé que c'est le nommé NDZELAMONYUY Livinus WIRASHY alias Livi qui a assassiné le Gendarme-major DJONLAY Bienvenu.

Voilà donc, **Mesdames, Messieurs les Journalistes**, la situation telle qu'elle prévaut, dans les Régions du Nord-ouest et du Sud-ouest.

Au vu de cette situation, nous sommes à présent tous d'accord, tel que nous l'avons toujours affirmé et soutenu depuis le début des violences dans ces deux Régions, que notre pays fait bel et bien face à une entreprise terroriste, un ennemi implacable de la République, mu par une violence aveugle et une folie meurtrière sans limites.

Je le dis avec force et conviction, dans la mesure où nous avons été très souvent pris à partie par certains, sans doute naïfs, qui à un certain moment ont pu penser qu'il s'agissait alors pour le Gouvernement d'entretenir l'amalgame autour de

la crise qui portait sur de simples revendications corporatistes ou républicaines exprimées par des manifestants dociles et pacifiques.

On nous a alors accusés de diaboliser des interlocuteurs de bonne foi qui ne demandaient qu'à être écoutés et invités au dialogue.

Mais la vérité est là aujourd'hui. Elle s'impose désormais à tous : les sécessionnistes viennent de déclarer la guerre à la République. Car dès lors que l'on s'attaque de la sorte aux institutions chargées d'assurer la protection de la population, dès lors qu'on donne délibérément la mort à ceux-là même qui, placés dans une simple posture de veille, garantissent la bonne marche et la vie paisible de la nation, on s'attaque aux fondamentaux de cette nation.

Cela n'a plus rien à voir avec la nécessaire expression d'une vue ou d'une opinion, fût-elle contraire à celle d'autres citoyens, mais qui participe toujours de l'indispensable dialogue pour la construction d'un avenir commun et d'un vivre ensemble immuable.

Que ces marginaux de la République, qui ont choisi la voie du sang et de la violence gratuite sachent donc qu'ils trouveront

toujours face à eux un Cameroun uni, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest.

Que ces marginaux comprennent bien que les Camerounais dignes de ce nom, d'où qu'ils viennent et qui qu'ils soient, anglophones ou francophones, chrétiens, musulmans, animistes ou même athées, tous ces Camerounais-là, dis-je – sont en ordre de bataille derrière leur Chef, **Son Excellence Paul BIYA, Président de la République, Chef des Armées.**

Par ailleurs, le Gouvernement marque son étonnement face au mutisme observé de la part des ONG de défense des droits de l'Homme et des libertés, alors que des cas flagrants et répétés de subversion armée et de violence d'une cruauté inégalable, sont perpétrés contre nos Forces de Défense et de Sécurité. Ces exactions continuent pourtant de se produire devant eux et au vu et au su de tout le monde, sans qu'aucune réaction ait à être enregistrée de leur part ; un silence assourdissant, qui témoigne sinon de la connivence, mais à tout le moins de la complaisance de nos donateurs de leçons habituels, incapables d'exprimer la moindre compassion pour les familles des soldats lâchement abattus, alors qu'ils n'avaient attaqué personne ; morts en service commandé et victimes de leur loyauté et de leur patriotisme.

En tout état de cause, le Gouvernement prend une nouvelle fois à témoin la communauté nationale et internationale, sur la tournure terroriste et manifestement anti-républicaine que prend la situation dans ces deux Régions.

Qu'il soit donc clair dans l'esprit de tous, que le Gouvernement a d'ores et déjà pris toute sa responsabilité, pour le rétablissement du maintien de l'ordre dans ces régions. Il s'agit là d'un préalable et d'un impératif incompressible et non-négociable, sur lequel aucune transaction ne sera autorisée, au nom du devoir régalien qui incombe à tout État, pour la sauvegarde des personnes, la protection des biens et la préservation de notre intégrité territoriale.

Mesdames, Messieurs les Journalistes,

Je voudrais à présent aborder un sujet moins dramatique, mais plutôt reconfortant, qui concerne l'élévation de nos compatriotes, tous des Parlementaires, à des dignités respectives de portée planétaire.

En effet, **l'Honorable Emilia MONJOWA LIFAKA**, Député à l'Assemblée nationale du Cameroun et Vice-Présidente de ladite Assemblée, a été élue 7 novembre dernier à la tête du Comité Exécutif de la prestigieuse Association des Parlementaires du Commonwealth, la CPA en abrégé.

En effet, l'Association des Parlementaires du Commonwealth, qui regroupe les Parlementaire de l'ensemble des pays membres du Commonwealth à travers le monde, constitue un puissant outil de coopération et de promotion des valeurs de démocratie et de gouvernance entre les nations.

Fondée en 1911, cette puissante organisation inter-gouvernementale a récemment tenu son Assemblée Générale ici même à Yaoundé.

L'Honorable Emilia MONJOWA LIFAKA a été élue à ses nouvelles responsabilités au cours de la dernière session du CPA qui s'est tenue à Dacca, la capitale du Bangladesh, avec 107 voix, loin devant ses deux autres concurrents qui pointaient respectivement à 70 voix pour le deuxième et 15 voix pour le troisième.

En plus des qualités personnelles et de la solide expérience parlementaire de l'honorable lauréate, cette élection d'une digne fille de notre pays, atteste de la vigueur et du dynamisme de la diplomatie camerounaise, ainsi que la solidité de ses institutions marquées par une vocation démocratique.

La confiance que la famille parlementaire du Commonwealth vient ainsi de placer dans la personne de notre compatriote,

témoigne en outre de toute l'appréciation que cette auguste organisation porte au respect de ses valeurs par le Cameroun. Je souligne que la candidature de **l'Honorable MONJOWA LIFAKA** a été présentée et portée à bout de bras par le Président de la République, **Son Excellence Paul BIYA** en personne. La volonté exprimée par le Chef de l'Etat vise aussi à affirmer aux yeux du monde, le biculturalisme de notre pays à travers son appartenance au Commonwealth et à la Francophonie.

Au cours des trois prochaines années, le Cameroun sera donc d'une certaine manière, à travers la toute nouvelle Présidente du CPA, à la fois porte-parole et le porte-étendard du Commonwealth à travers le monde entier.

L'autre Parlementaire camerounais à s'être fait distinguer sur la scène internationale est **l'Honorable Joseph OWONA KONO**, lui aussi Député à l'Assemblée Nationale du Cameroun.

Au cours des assises de la 47^{ème} de l'Assemblée Parlementaire du Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et celles de l'intersession de l'Assemblée Parlementaire ACP-Union Européenne, qui se sont tenues du 10 au 12 octobre 2017 à Bruxelles, **l'Honorable Joseph OWONA KONO** a été doublement élu pour un mandat de

deux ans comme Président de l'Assemblée Parlementaire des ACP et co-Président de l'Assemblée Parlementaire ACP-Union Européenne.

À chaque fois, le Parlementaire camerounais a été élu à l'unanimité.

Il conviendrait ici de relever l'importance des fonctions que va occuper notre compatriote pendant les deux prochaines années, tant au niveau politique qu'économique, eu égard au rôle accru dévolu au Parlement Européen, principal interlocuteur du Parlement ACP.

À ce sujet, la Présidence du Cameroun va certainement constituer un atout majeur dans le dialogue politique avec les instances européennes.

Là encore, et au-delà des atouts personnels du tout nouveau Président qui se trouve être l'un de nos compatriotes, c'est le rayonnement et l'entregent de la diplomatie camerounaise qu'il faut saluer, non seulement en Afrique, mais également dans son action en direction de l'Union Européenne tout entière.

A ces deux victoires diplomatiques, s'ajoutent encore l'élection de Monsieur SHEY Jones au poste de Commissaire à la CEMAC chargé des Infrastructures, et celle de Monsieur EVANE Evariste, porté aux fonctions de Directeur Général Adjoint de l'Institut Sous-Régional Multi-Sectoriel des

Technologies Appliquées, de la Planification, et de l'Evaluation des Projets.

Je présente donc les chaleureuses félicitations du Gouvernement à nos deux compatriotes, ainsi que nos vœux de plein succès des missions à la fois prestigieuses et titanesques qui viennent de leur être confiées.

Un autre point de l'actualité que je voudrais aborder concerne l'application par la totalité des pays membres de la CEMAC, du principe de la libre circulation des personnes dans leurs espaces commun et réciproques.

Comme vous le savez, il s'agit là d'une mesure longtemps attendue avec une certaine impatience par les populations de la sous-région.

C'est au cours du sommet extraordinaire du 31 octobre 2017 à Ndjamena que les Chefs d'États de la CEMAC ont constaté la mise en œuvre intégrale par la totalité des pays membres de cette libre circulation des personnes dans l'espace communautaire.

Déjà, pendant la 13^{ème} conférence ordinaire des Chefs d'État et de Gouvernement à Djibloho en Guinée Équatoriale, les Chefs d'État, en prescrivant la mise en œuvre intégrale de cette mesure, avaient ordonné une mission circulaire dans

tous les pays de la sous-région, afin de s'assurer de la matérialisation de cette décision.

Comme principale disposition d'accompagnement de cette décision, les Chefs d'État ont en outre autorisé à prélever 1,7 milliard de FCFA sur les ressources du FODEC, le Fonds de Développement de la Communauté, pour le paiement du solde dû à INTERPOL au titre de la mission de sécurisation des frontières extérieures de la Communauté.

Cette mesure consacrant l'effectivité de la libre circulation des personnes, constitue une avancée notoire dans l'objectif d'intégration de notre sous-région, actuellement en proie à une crise économique majeure.

À contrario, la mobilité des acteurs économiques que sont les personnes, devrait bénéficier en premier lieu à la dynamique d'intégration et de compétitivité dont nous avons tous besoin.

Je vous remercie de votre aimable attention.